Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général LLCER + SES, veuillez visiter :
bac-llcer-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Sujet : Quels facteurs structurent et hiérarchisent l'espace social actuel ?

Programme officiel :
Sociologie et science politique

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Comment est structurée la société française actuelle ?	Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence).

Exploitation possible des documents :

Document 1	Le document présente les écarts de rémunération entre salariés en France en 2018. Les écarts varient : – selon la catégorie socioprofessionnelle : un cadre perçoit un salaire mensuel net moyen près de 2,5 fois plus important qu'un employé. Les écarts sont très faibles entre ouvriers et employés (84 €/mois). – selon l'âge : un salarié âgé de 60 ans et plus perçoit un salaire mensuel net moyen environ 2 fois plus important qu'un salarié de moins de 30 ans. On constate une hiérarchisation économique selon l'âge et la catégorie socioprofessionnelle au sein du monde du travail. Les inégalités se cumulent, ainsi un cadre de plus de 60 ans perçoit un salaire mensuel net moyen environ 3 fois plus élevé qu'un ouvrier de 60 ans et plus.
Document 2	Le document 2 présente les écarts de situation par rapport à l'emploi selon la situation familiale et le sexe. – Selon le sexe, on constate des écarts importants. Ainsi, la part du temps partiel chez les femmes est plus de 4 fois plus importante que celle des hommes ; le taux d'activité féminin est moins élevé que le taux d'activité masculin (moins 9,4 points). – Selon la situation familiale, on constate qu'avoir des enfants a un impact sur l'emploi. Le taux d'activité féminin est corrélé négativement au nombre d'enfants, par exemple il est presque 2 fois moins élevé pour les femmes en couple avec 3 enfants ou plus (47,5 %), comparativement aux femmes en couple sans enfant (88 %). Il en est de même avec le temps partiel : sa part augmente pour les femmes avec enfants.

Document 3	Le document présente les inégalités de possession et d'utilisation des nouvelles technologies en fonction de l'âge et du niveau de diplôme. – Les personnes de plus de 70 ans sont globalement les plus éloignées des nouvelles technologies, par exemple 90 % ne se connectent pas aux réseaux sociaux. – Le niveau de diplôme influence la capacité à employer le numérique et l'usage des nouvelles technologies : ainsi, plus de la moitié des non-diplômés n'ont pas d'ordinateur à domicile.
Document 4	Le document rend compte de l'impact du lieu de résidence sur l'accès aux soins. – On note un écart important des difficultés d'accès aux médecins généralistes selon le lieu de résidence ; la part des ruraux qui rencontrent des difficultés d'accès aux médecins généralistes (60,5 %) est 2 fois plus élevée que celle des citadins (30,3 %). – On constate qu'environ trois quart des personnes résidant en milieu urbain déclarent n'avoir aucune difficulté d'accès aux soins.

Problématique possible :

L'espace social français actuel fait l'objet d'une structuration et d'une hiérarchisation sous l'effet de multiples facteurs, parmi lesquels la dimension économique n'est pas la seule variable explicative.

Proposition de plan détaillé :

I) Les facteurs économiques jouent un rôle prépondérant dans la structuration et la hiérarchisation de l'espace social.	**II) Néanmoins, d'autres facteurs de structuration et de hiérarchisation existent.**
A) Le revenu joue un rôle dans la structuration sociale.	**A) L'importance des facteurs sociodémographiques.**
• Le critère essentiel aujourd'hui qui structure l'espace social relève de la sphère économique. Le revenu est en effet à l'origine du positionnement des individus dans différents groupes distincts et hiérarchise ces groupes. Le revenu est corrélé positivement au patrimoine ce qui accentue les inégalités économiques entre les groupes sociaux. • Le document 1 présente ainsi les inégalités salariales qui traversent notre société contemporaine. On constate que le salaire va différencier les individus et les hiérarchiser en permettant à certains d'accéder plus facilement à certaines ressources	• Le sexe est aujourd'hui un facteur déterminant dans la répartition des individus dans l'espace social : il permet de définir des groupes et de hiérarchiser les individus. On peut ainsi souligner des inégalités entre les femmes et les hommes, par exemple en termes de salaires (document 1) ou dans les situations d'emploi (document 2) plus favorables pour les hommes (promotion, accès à certains emplois). • La position dans le cycle de vie structure également l'espace social. Les jeunes et les plus âgés se différencient par leurs pratiques sociales et culturelles, par exemple l'utilisation des nouvelles technologies

valorisées par la société (le logement, les pratiques culturelles…).	(document 3). Cette différenciation peut même engendrer une hiérarchisation : l'âge peut entraîner des différences de rémunérations, sources d'inégalités (document 1).
B) Le rôle des catégories socioprofessionnelles dans la structuration sociale.	**B) Les facteurs socio-culturels jouent également un rôle.**
• Le niveau de revenu est corrélé à la position socioprofessionnelle occupée, on peut ainsi dire que la catégorie socioprofessionnelle d'un individu est également déterminante dans la structuration de la société. Une CSP se définit par plusieurs critères dont le principal est la profession occupée. En créant cette nomenclature, l'INSEE avait pour objectif de définir des groupes sociaux relativement homogènes. • La catégorie socioprofessionnelle révèle une certaine hiérarchisation des groupes, notamment à travers l'accès aux ressources économiques, revenu et patrimoine (document 1) et culturelles (pratiques culturelles différenciées). Par exemple, la nomenclature permet de révéler la position privilégiée des cadres et professions intellectuelles supérieures par rapport aux autres catégories socioprofessionnelles.	• Le niveau de diplôme est aussi un facteur clivant dans notre société contemporaine. Il permet d'expliquer des disparités de pratiques et d'accès à certaines ressources, comme l'utilisation des nouvelles technologies (document 3), ce qui peut être source d'inégalités (accès à l'information, à certains services par exemple). • Enfin, le lieu de résidence ou encore la composition familiale sont autant de facteurs qui structurent l'espace social et le hiérarchisent. Le lieu de résidence induit des inégalités dans l'accès à certaines ressources comme l'offre culturelle ou l'accès aux soins (document 4) ; la composition familiale peut être à l'origine par exemple de disparités dans l'emploi (document 2).

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

ÉPREUVE COMPOSÉE
PROPOSITION DE CORRIGÉ

Première partie : **Mobilisation des connaissances**

Question : Montrez comment les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale peuvent permettre de lutter contre le chômage. (4 points)

Science économique
Comment lutter contre le chômage ?

Réponse possible :
Les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale sont des politiques conjoncturelles qui peuvent prendre deux formes principales : la politique monétaire et la politique budgétaire.
Le chômage peut s'expliquer par une insuffisance de la demande globale (notamment la consommation des ménages et l'investissement des entreprises). Dans cette situation, l'objectif est donc de relancer l'activité économique par un soutien à la demande globale afin de lutter contre le chômage. Les pouvoirs publics peuvent alors activer deux leviers de politique macroéconomique :

- La politique monétaire expansive. Ainsi, une baisse des taux d'intérêt directeurs de la banque centrale entraîne une baisse des taux d'intérêt des banques commerciales, stimulant l'octroi de crédits, ce qui peut avoir un impact positif sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.
- La politique budgétaire expansive qui consiste à utiliser le budget de l'État pour relancer l'activité économique, soit en augmentant ses dépenses, soit en diminuant ses recettes fiscales (baisse des impôts ou des taxes). Ces politiques peuvent prendre par exemple la forme de politiques sociales qui consistent à augmenter les dépenses sociales orientées vers les ménages les plus défavorisés ou de politiques de soutien à l'investissement des entreprises.

Deuxième partie (6 points) : **Étude d'un document**
Sociologie et science politique
Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?

Question 1 : À l'aide des données du document, vous comparerez la proportion de bénévoles parmi les diplômés du supérieur à celle des individus qui ont un niveau Bac en 2016 et en 2022. (2 points)

Réponse possible :
On observe globalement que la proportion de bénévoles parmi les individus diplômés du supérieur est toujours plus importante que celle des individus qui ont un niveau bac. Ainsi en 2022, 27 % des diplômés du supérieur étaient bénévoles contre 17 % pour les individus ayant un niveau bac.
On assiste à une diminution assez forte de la proportion de bénévoles parmi ces deux catégories entre 2016 et 2022, mais la baisse de la proportion de bénévoles est beaucoup plus marquée pour les individus ayant un niveau bac que pour les diplômés du supérieur. En effet, la proportion de bénévoles parmi les individus possédant un

niveau bac est passée de 26 % en 2016 à 17 % en 2022, soit une baisse de 9 points. Cette diminution de la proportion de bénévoles n'est que de 4 points pour les diplômés du supérieur.

Question 2 : À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que l'engagement politique peut dépendre de différentes variables sociodémographiques. (4 points)

Réponse possible :

L'engagement politique peut dépendre de nombreuses variables sociodémographiques. Dans le document, l'engagement politique est vu à travers l'engagement associatif. On constate que le niveau de diplôme a une influence forte sur l'engagement associatif. Plus le niveau de diplôme des individus est élevé, plus l'engagement associatif est important. Ainsi, 27 % des individus diplômés du supérieur sont bénévoles en 2022, contre 15 % pour les individus peu diplômés.
L'engagement politique ne dépend pas que du niveau de diplôme. Il existe d'autres variables explicatives telles que l'appartenance à une catégorie socioprofessionnelle (les individus qui s'engagent le plus appartiennent souvent à des catégories favorisées).
Le sexe exerce également une influence sur l'engagement politique, en raison d'une socialisation différenciée selon le genre (sentiment de légitimité politique, temps libre par exemple). Les hommes s'engagent ainsi plus souvent que les femmes.
L'âge et la génération exercent également une influence sur l'engagement politique.
.

Troisième partie : **Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu'en présence de bien commun, les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont soumis à des contraintes.

Programme officiel :
Regards croisés

Questionnement	Objectifs d'apprentissage
Quelle action publique pour l'environnement ?	En prenant l'exemple du changement climatique, comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.

Exploitation possible des documents :

Document 1	- Ce document permet de mettre en évidence les contraintes qui pèsent sur les négociations et accords internationaux, notamment à cause des stratégies de passager clandestin.

	- Il montre aussi que les réponses apportées par les pays riches pour faire face aux effets de ces stratégies peuvent être très différentes, notamment en ce qui concerne les États-Unis et l'Europe.
Document 2	- Ce document statistique permet de montrer l'évolution des émissions de CO_2 par habitant dans le monde entre 1990 et 2019. On observe ainsi que malgré les traités et accords internationaux, les émissions de CO_2 par habitant ont augmenté de 15,3 % dans le monde entre 1990 et 2019. - Cependant, ces évolutions sont très différentes selon les régions ou les pays. Ainsi, entre 1990 et 2019, les émissions de CO_2 ont diminué de 27,7 % pour les pays de l'UE à 27 et de 23,3 % aux États-Unis. Cependant, elles ont fortement augmenté dans certaines régions du monde, notamment au Moyen-Orient et en Asie. A titre d'exemple, les émissions de CO_2 de la Chine ont augmenté de 289,6 % en près de 30 ans soit une multiplication par presque 4.
Document 3	Ce document permet de mettre en évidence une autre contrainte qui touche les négociations et accords internationaux en lien avec la préservation de l'environnement : la contrainte liée aux inégalités de développement entre pays. Les pays qui risquent de subir les conséquences les plus fortes du réchauffement climatique lié aux émissions de gaz à effet de serre, sont moins développés et, en conséquence, moins responsables de la situation actuelle.

Raisonnement possible :

Les biens communs sont des biens qui ont pour caractéristiques d'être rivaux et non-excluables. Le climat peut être vu comme un exemple de bien commun. De ce fait, un pays seul ne peut lutter contre le réchauffement climatique. Par conséquent, il est nécessaire de mettre en place des négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement. Cependant, ceux-ci sont soumis à des contraintes.

Les stratégies de passager clandestin contraignent les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement.

- La possibilité de négociations et d'accords internationaux se heurte aux stratégies de passager clandestin. Les coûts de la réduction des gaz à effet de serre sont individuels et les avantages attendus en termes de lutte contre le réchauffement climatique étant collectifs, aucun État n'a intérêt à se lancer seul dans une politique qui viserait à préserver l'environnement. Cette situation risque donc de conduire à des comportements de passager clandestin, chaque pays laissant aux autres le soin de lutter contre le réchauffement climatique. Si tous les pays ont le même comportement, aucune politique internationale de lutte contre le réchauffement climatique ne peut voir le jour. Ainsi, malgré des efforts pour lutter contre les émissions de CO_2 de la part de certains pays, celles-ci ont augmenté entre 1990 et 2019 (document 2).
- Les négociations et accords internationaux sont fortement touchés par les comportements de passager clandestin (document 1). Les élèves pourront mobiliser l'exemple du protocole de Kyoto en 2007 et la décision des États-Unis ne pas le ratifier ou l'exemple de l'accord de Paris en 2015 (COP 21) et la décision de l'administration de Donald Trump de se retirer de celui-ci. Ce type

de comportement est donc bien un obstacle à l'efficacité des négociations internationales.

Les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont également contraints par les inégalités de développement entre pays.

- Les négociations et accords internationaux sont difficiles à conclure en raison de l'existence de fortes inégalités de développement entre pays. Les États les plus pauvres de la planète font partie de ceux qui ont le moins contribué au réchauffement climatique alors qu'ils sont ceux qui risquent d'en subir davantage les conséquences (document 3). De l'autre côté, les États les plus développés ont une responsabilité plus importante dans les émissions de CO_2 à l'échelle de la planète.
- L'un des enjeux des négociations et accords internationaux est donc d'inciter les pays en développement, notamment les pays émergents, à participer à la lutte contre le réchauffement climatique en assurant une répartition équitable des efforts en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre par exemple. De l'autre côté, les pays développés se sont engagés, lors de l'accord de Paris en 2015, à aider les pays en développement dans leurs projets d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique par des transferts de technologie et de fonds financiers.

Le corrigé proposé fournit des indications à destination des commissions académiques d'entente et d'harmonisation, mais il ne doit pas être considéré comme une norme.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.